

*Le pétrole*

ses. On prendra comme base le prix moyen du 4 septembre, auquel sera ajouté un montant de \$2.50, de sorte que le nouveau prix du pétrole produit au Canada sera en moyenne de \$6.50 mis à part les frais de transport. C'est là une augmentation considérable, mais le prix au Canada demeurera de beaucoup inférieur aux prix du marché international et sensiblement plus bas que le prix moyen aux États-Unis. Les provinces toucheront la totalité de ces \$6.50, qu'elles pourront partager avec les sociétés comme elles l'entendront, sous réserve, bien entendu, de notre droit, en tant que gouvernement fédéral, d'utiliser judicieusement l'impôt fédéral sur les sociétés.

Troisièmement, le gouvernement continuera de percevoir une taxe sur les exportations de pétrole. Les revenus que nous en retirerons serviront tout d'abord «d'amortisseur à la consommation» afin de ramener le prix du pétrole importé, qui est d'environ \$10.50 sur le marché international, au nouveau prix au Canada, soit \$6.50.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Quatrièmement, l'effet qu'auront les nouveaux revenus que les provinces retireront du pétrole sur les paiements de péréquation faits aux provinces par le gouvernement fédéral.

**M. Korchinski:** En attendant, comparez entre Toronto et Ottawa.

**M. Trudeau:** Je regrette, monsieur l'Orateur, mais je n'ai pas entendu cette remarque.

**M. Korchinski:** Comparez entre Toronto et Ottawa. Comparez.

**M. Trudeau:** Le député a peut-être une bonne idée, monsieur l'Orateur. Je pense qu'il devrait en parler à son caucus, ainsi nous finirons peut-être par avoir des idées de l'opposition sur l'énergie.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wagner:** Essayez d'être humble.

**M. Trudeau:** Je signale à la Chambre que la Saskatchewan a l'intention de placer la majeure partie des revenus additionnels que lui rapportera son pétrole dans un fonds d'investissement en vue de la mise en valeur des ressources énergétiques, tandis que l'Alberta se propose d'en faire autant avec une portion importante de ses revenus additionnels.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** C'est ce que nous avons toujours fait.

**M. Trudeau:** Les revenus qui seront versés aux fonds d'investissement seront soustraits à la péréquation, mais il est bien entendu que le gouvernement fédéral fera des paiements de péréquation à l'égard de tous les revenus d'exploitation du pétrole qui iront s'ajouter aux fonds généraux. Nous estimons que le montant de l'augmentation des paiements de péréquation dépassera probablement 100 millions de dollars.

Tels sont donc les principaux éléments de l'accord des premiers ministres à propos duquel nous sollicitons maintenant l'avis et l'assentiment du Parlement. Le gouvernement présentera bientôt les mesures législatives touchant, entre autre, premièrement, le prix, au Canada, du pétrole brut qui sera vendu sur le marché intérieur national; deuxièmement, le taux de la taxe à l'exportation; et troisi-

èmement, le montant de «l'amortissement» à la consommation sur le prix du pétrole importé.

Cette entente nationale sur le pétrole n'aurait assurément pas été possible sans la bonne volonté et le profond engagement envers le Canada des premiers ministres de l'Alberta et de la Saskatchewan.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Je m'empresse donc, en guise de conclusion, de souligner l'engagement effectif du gouvernement fédéral envers ces provinces productrices, engagement à leur assurer un prix juste et raisonnable pour leurs ressources pétrolières classiques qui s'épuisent à leur apporter notre assistance, à l'échelle du pays, en vue de l'exploitation de nouvelles sources de pétrole telles que les sables bitumineux de l'Alberta et à les aider à trouver de nouveaux débouchés économiques afin que la croissance future de l'Ouest du Canada puisse être soutenue et diversifiée.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Notre gouvernement a la ferme conviction, et nous le répétons depuis 1968, qu'un sain équilibre dans la croissance économique de chaque région est indispensable à l'unité canadienne, et indispensable au bien-être de tous les Canadiens. En cette période troublée sur le marché mondial du pétrole, c'est là un élément essentiel de notre devoir primordial: veiller à ce que tous les Canadiens profitent ou souffrent également des changements qui se produisent dans le monde, tout en dirigeant l'économie du pays d'une façon qui permette à chaque Canadien d'améliorer son sort par la réduction des écarts qui existent entre tous les Canadiens. Voilà le principe fondamental de l'entente nationale d'hier sur le pétrole.

**Des voix:** Bravo!

● (1420)

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je traiterai brièvement de trois éléments de cette situation qui sont plus ou moins reliés les uns aux autres. Le premier de ces éléments, et celui que j'ai toujours jugé le plus important, c'est que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se consultent dans un esprit de collaboration et de bonne entente, en vue de décider comment équilibrer leurs rapports dans l'intérêt supérieur de tous les Canadiens. Il a toujours été essentiel, dans toute décision de politique à long terme en matière de prix, en ce qui concerne la sécurité des approvisionnements, la préservation de l'environnement ou la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement—il a toujours été essentiel, dans tous ces domaines et dans d'autres, de rechercher et de trouver un terrain d'entente au niveau des rapports entre gouvernements. Dans l'accord que le premier ministre (M. Trudeau) vient d'annoncer, il semble qu'un tel terrain d'entente ait été trouvé.

J'ai toujours cru qu'il était impossible de faire une omelette sans casser d'œufs. Mais je dois répéter, et j'espère pour la dernière fois, que la série de mesures unilatérales prises par le gouvernement fédéral depuis l'automne dernier a rendu beaucoup plus difficile le processus d'entente. Je pense que tous les gouvernements actuels et futurs pourront tirer de cette situation une leçon, et c'est que faire cavalier seul, procéder par confrontations, équivaut à s'engouffrer dans une impasse. A un moment donné, il faut faire demi-tour, et on prend plus de temps pour sortir de cette impasse si on s'y est engagé trop